



Vie Nouvelle

N°8 - DÉCEMBRE 2013

FINANCES

JOURNAL DE L'UNION FÉDÉRAL DES RETRAITÉ(E)S CGT FINANCES

2014

LA MOBILISATION **CONTINUE !**

Édito

RETRAITÉS DES FINANCES : NOUS VOILA !

(Marie-France NARDOT)



Foin du syndicalisme de fidélité, nous partons à la reconquête de nos droits mis à mal par les gouvernements successifs et nous voulons des droits nouveaux.

Nous en avons l'ambition, nous en avons les moyens.

Notre UFR progresse en nombre de syndiqués. La première conférence nationale de septembre 2013 a réuni 1/3 des départements français ce qui veut dire que notre influence s'élargit sur le territoire. On peut penser que 1791 syndiqués à la Fédération des Finances (au 31/12/2012) ce n'est pas beaucoup sur les 4 millions de retraités, mais 1791 syndiqués dans l'action, c'est une force qui peut faire bouger les choses.

Et nombreux sont nos collègues qui vont certainement nous rejoindre, convaincus par notre détermination et le refus de la résignation !

Il n'est pas question de laisser nos pensions amputées, les revalorisations reportées au 1er octobre ; en matière d'action sociale, d'accepter que les retraités soient exclus des instances paritaires, du Comité National d'Action Sociale (CNAS) et des Comités Départementaux d'Action Sociale (CDAS), que la fiscalité favorise les nantis, qui ne sont pas dans nos rangs, au détriment des plus démunis.

Les 500 premières fortunes de France ont progressé de presque 25% en un an, nos pensions, elles, de 1,3 % ! – Et ces malheureux vont subir une imposition de 75 % au-delà d'un million d'euros de revenu, soit pour un revenu annuel de 1 200 000€ une imposition de 150 000€, il leur reste encore 850 000€ ! - La disproportion est grande avec une pension d'un agent des Finances même au plus haut grade !

Ce n'est pas le vote Front National avec son lot de xénophobie et de racisme, son orientation libérale à tout va qui apporterait des solutions à nos problèmes, au contraire. Seule la lutte pour la défense des services publics (qu'il souhaite voir disparaître) offre un rempart contre la corruption et les passe-droits.

Alors, mes camarades, nous sommes retraités mais pas désarmés. Participons massivement à toutes les initiatives prévues dès le début 2014 pour la défense et l'amélioration des droits des salariés retraités et actifs.

Sommaire

.3

**POUVOIR D'ACHAT
DES RETRAITÉ-E-S : LA PURGE**

.4 – 5

RETRAITES :
Toujours les mêmes vieilles recettes

.6 – 8

1ÈRE CONFÉRENCE NATIONALE DE GUIDEL : UN FRANC SUCCES

.9 – 10

DES NOUVELLES DU TERRAIN

.11

Déclaration de la Commission exécutive de l'Union Confédérale des Retraités CGT
IGNOBLE !

MENTIONS LÉGALES

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Guy CARRIERE

IMPRIMÉ PAR RIVET Presse Edition
Limoges

NUMÉRO DE COMMISSION PARITAIRE :

0317 S 08364

UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS DES FINANCES CGT

263 rue de Paris

Case 540 93514 - Montreuil cedex

TÉL : 0148188221

COURRIEL : ufr.finances@cgt.fr

PRIX 0,50 €

POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉ-E-S : LA PURGE

2 013 était déjà une année difficile pour notre pouvoir d'achat avec l'instauration d'un prélèvement de 0,3 % pour la CASA pour tous les retraités payant l'impôt sur le revenu, la poursuite du gel du barème de l'impôt sur le revenu et les conséquences de la suppression de la ½ part pour de nombreux retraité-e-s vivant seul-e-s.

2014 s'annonce pire avec le report de la revalorisation de nos pensions de retraite au 1^{er} octobre, ce qui se traduira par le gel de nos pensions pendant 18 mois, dans le même temps nos cotisations mutuelle vont fortement augmenter (il est question de 7 % à la MGEFI), la hausse de la TVA (de 7 à 10 % et de 19,6 à 20 %) va renchérir la plupart de nos postes de dépenses et les parents de 3 enfants et plus verront leur majoration de retraite devenir imposable.

Alors que de nombreux retraités ont déjà du mal à joindre les deux bouts, la situation va devenir préoccupante d'autant qu'ils seront encore plus à passer de la situation de non-imposable à l'impôt sur le revenu à celle d'imposable avec la pleine application de la suppression de la demi-part pour de très nombreux retraité-e-s. Devenir imposable entraîne des conséquences en chaîne : perte des exonérations en matière d'impôts locaux et de redevance télévision, diminution de

l'APL, paiement de la CSG et de la CRDS, diminution des aides des CCAS et des services sociaux, perte de la gratuité dans les transports en commun dans de nombreuses collectivités. Or les retraités de nos administrations et établissements publics ne sont ni des nantis ni des privilégiés et nous sommes bien placés pour savoir que ceux qui aujourd'hui protestent contre le trop d'impôts sont précisément ceux qui en paient le moins avec des systèmes d'imposition qui les favorisent outrageusement.



ARGENT DÉTOURNÉ... RETRAITÉS TOUCHÉS !

Chacun se souvient de l'opposition de la CGT lorsque le Gouvernement a décidé le prélèvement d'une taxe de 0,30% sur les pensions des retraités, applicable depuis avril dernier.

Cette taxe dite « Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Aide à l'Autonomie » (CASA) avait été conçue pour financer la future Loi sur « l'adaptation de la société au vieillissement », promise pour 2014.

La CGT garde comme exigence que tout financement pour l'autonomie soit assuré par la Sécurité sociale. Nous venons d'apprendre qu'en 2013, l'argent collecté au titre de la CASA n'a pas été utilisé pour répondre aux besoins d'aide à l'autonomie, mais pour réduire le déficit du Fond de Solidarité Vieillesse (FSV) dont la vocation est de financer le minimum vieillesse et de prendre en charge les cotisations retraite des chômeurs !

Et, pour 2014, le Gouvernement prévoit la même opération en grévant le budget de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNASA) de 600 millions d'euros !

2,5 milliards d'euros auraient été détournés depuis la suppression d'un jour de congé (lundi de pentecôte), pour aussi aider à l'autonomie.

On le voit bien, le Gouvernement est complètement enfermé dans sa politique de rigueur et de lutte contre les déficits au détriment des besoins des retraités.

Au moment où le Gouvernement lance une concertation préparatoire à une Loi dite de « l'adaptation de la société au vieillissement », ces tromperies et magouillages ne sont pas de bon augure et participent à décrédibiliser complètement l'action politique...

Cela renforce les revendications de la CGT pour un financement de l'aide à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité Sociale, et justifie pleinement sa campagne revendicative demandant l'arrêt des ponctions et la revalorisation du pouvoir d'achat des retraités !

04

RETRAITES : TOUJOURS LES MÊMES VIEILLES RECETTES

Augmentation de la durée de cotisations, augmentation des cotisations, amputation des retraites actuelles malgré l'opposition des organisations syndicales, et la désapprobation de l'opinion publique, après le débat parlementaire et un vote étriqué (291 voix pour, 243 contre, 27 abstentions) le cœur de la réforme est maintenu !

Cette nouvelle réforme Hollande/Ayrault poursuit hélas la dynamique régressive des précédentes et même « pousse un peu plus loin » les trois leviers habituels : cotisations, nombre de trimestres et montant des pensions !

Quelques exemples :

Une hausse de 0,3% des cotisations salariés va diminuer le pouvoir d'achat direct de 2,2 milliards et pire, quand habituellement les cotisations sociales étaient supportées à 40% par les salariés et 60% par les entreprises, elles le seront dorénavant à 50/50 !

Il faudra 43 années de cotisations (172 trimestres) aux jeunes nés à partir de 1973 pour espérer bénéficier d'une retraite à taux plein.

Quant aux 15 millions de retraités actuels, ils devront attendre le 1er Octobre 2014 pour voir la revalorisation du montant de leur pension (même, si pour « emporter le vote » à l'Assemblée

Nationale Marisol Touraine a promis une revalorisation au 1er janvier pour les 500 000 retraités bénéficiaires du minimum vieillesse)

Pour la première fois dans l'histoire ces propositions viennent d'un gouvernement dont on aurait pu espérer d'autres mesures, plus conformes à l'attente des salariés et de la grande majorité de la population

Quand ce gouvernement comprendra-t-il que l'important n'est pas de remettre en cause notre système de retraite par répartition ; mais bien de rompre avec les politiques d'austérité imposées par l'Union Européenne, la Banque centrale Européenne, et le FMI qui demandent toujours plus de sacrifices aux peuples en épargnant le capital ?

N'abandonnons pas la lutte pour des retraites et pensions plus conformes aux possibilités financières de la 5ième puissance mondiale qu'est notre pays !

Nul doute que la campagne sur le coût du capital engagée par la Confédération CGT, à laquelle notre UFR s'associe et la grande journée interprofessionnelle prévue le 6 février va nous donner une nouvelle occasion de « battre le pavé » pour notre pouvoir d'achat et des retraites et pensions pour toutes et tous dignes de nos années de labeur !

REFORME DES RETRAITES

L'Assemblée nationale a voté dans la soirée du 26 novembre la nouvelle réforme des retraites.

Le Gouvernement a décidé de procéder par un vote bloqué. Avait-il peur d'un rejet par les Députés, après le rejet au Sénat en première lecture ?

Marisol Touraine, après de multiples négociations en coulisses avec les Parlementaires de sa majorité pour gagner leurs votes, décide deux mesures sans concertation :

l'octroi de 50€ pour une aide à la complémentaire santé pour les plus de 60 ans,

deux revalorisations le 1er avril et le 1er octobre pour les retraités bénéficiaires du minimum vieillesse, soit environ 500 000 sur 15 millions.

Madame la Ministre contribue par là même à une inégalité de traitement pour les retraités.

La CGT-Retraitées revendique la même date de revalorisation pour tous dès le 1er janvier, et non pas le 1er octobre 2014. Il faut le dire c'est une baisse programmée des pensions et retraites.

Celle-ci intervient après la suppression de la demi-part, du maintien du gel du barème de l'impôt, l'impôt de 0,3% (contribution de solidarité pour l'autonomie)... Toutes ces mesures contribuent à la baisse du pouvoir d'achat des retraités.

Pour l'UCR-CGT, la mobilisation doit se poursuivre en lien avec les actifs.

La mobilisation prévue début 2014 sera l'occasion d'exiger du Gouvernement un changement de cap et une autre redistribution des richesses créées.

1ÈRE CONFÉRENCE NATIONALE DE GUIDEL : UN FRANC SUCCES !

« Degemer mat em Breiz, degemer mat en Morbihan »
Bienvenue en Bretagne, bienvenue en Morbihan

Une organisation impeccable et un accueil chaleureux de nos camarades du Morbihan sous la houlette d'Alain Guichard, toutes les conditions étaient réunies pour faire de cette première rencontre des retraité-e-s CGT des Finances une véritable réussite. Même le soleil, présent durant toute cette semaine comme un heureux présage, s'est mis de la partie!...

Et pourtant, ce n'était pas gagné d'avance.

Il a fallu à la direction de l'UFR beaucoup de ténacité et de pugnacité pour vaincre les scepticismes et parvenir à tenir ces journées de travail. Après de nombreux reports, avoir réussi à tenir ces trois journées de débats et travaux intenses constitue déjà un succès.

La présence de la Direction fédérale et des syndicats nationaux, leur implication et leur participation attentive tout au long de nos travaux démontrent l'intérêt que porte l'ensemble de la CGT Finances au développement du syndicalisme CGT Retraité et de son apport à la construction du rapport de force global dont ont besoin les salariés actifs et retraités. C'est aussi la marque de la reconnaissance du rôle et de la place de l'UFR au sein de la Fédération des Finances et

de l'Union Confédérale des Retraités ainsi que la reconnaissance du travail accompli depuis sa création. C'est aussi la reconnaissance du syndicalisme retraité CGT aux finances comme un syndicalisme à part entière.

Mais si la tâche était ardue, le succès est au rendez-vous. La qualité des débats, la densité des échanges, la richesse des propositions qui ont émergées de la conférence montrent à quel point cette initiative de l'UFR répondait aux attentes des retraité-e-s CGT des Finances.

Pour autant ce n'est pas uniquement pour nous féliciter que nous souhaitons nous réunir, mais bien, comme l'a souligné Yvan DONNAT dans son rapport introductif, pour franchir une étape nouvelle afin **d'être encore plus et mieux la CGT de tous les âges aux finances !!**

LA REPONSE AUX BESOINS DES RETRAITE-E-S : UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

Le contexte politique actuel est compliqué. Comme de nombreux citoyens, les retraité-e-s des finances espéraient beaucoup du changement de gouvernement... 18mois après, la déception est grande.

QUELQUES CHIFFRES

80 participants dont

46 délégué-e-s représentant 33 départements dont 18 femmes et 28 hommes

5 délégué-e-s sont des « actifs » (Dordogne – Nord - Lot et Garonne – Ille et Vilaine - Bas-Rhin)

15 délégué-e-s représentaient des collectifs Finances déjà en fonctionnement.

Par catégories :

12 agents C, **17** B,

13 A, **4** A+.

hommage a été rendu aux deux plus anciens : **André Dulac**, Syndicat de la Banque de France, né en 1934.

Hélène Caprani, DGFIP des Hauts de Seine, née en 1930 et adhérents depuis son entré à l'Ecole des Impôts en 1954.

L'activité syndicale ça conserve....



06

Dès lors, il convient de transformer l'amertume ressentie en action revendicative. Qu'il s'agisse du pouvoir d'achat des retraités, de la protection sociale, de nos droits sociaux ou bien encore de la fiscalité Il y a matière à faire vivre notre mot d'ordre : **Faire du syndicalisme retraité un syndicalisme de revendications et d'action.**

Il y a aujourd'hui en France 13 millions de retraités, soit près de 20% de la population, et ce nombre ira croissant dans les années à venir. C'est une réalité démographique et sociale durable dans notre pays qui s'impose aussi dans nos administrations financières, qu'elles soient de Bercy ou du semi public (141 000 retraités pour 153 000 actifs !). La prise en compte de cette réalité oblige à poser la question **de la réponse aux besoins des retraité-e-s actuels et futurs en termes d'enjeux de société.** Ces réponses passent par la construction d'un rapport de force des salariés, tant retraité-e-s qu'actifs, pour la prise en compte de ces besoins. Certes, la tâche est et sera ardue. Cependant, le large consensus qui s'est dégagé de nos débats nous invite à ne pas nous décourager mais au contraire à être offensifs pour aller partout au contact de nos collègues retraités. Cela est encore plus urgent dans les nombreux départements, où, compte tenu de la pyramide des âges et des nombreuses suppressions d'emploi intervenues ces dernières années, le nombre de retraité-e-s relevant de Bercy et du secteur financier est d'ores et déjà supérieur au nombre d'actifs !! (68 départements sur 101).

FRANCHIR UN NOUVEAU CAP ORGANISATIONNEL

Les participants à la 1ère conférence nationale de l'UFR Finances (voir encadré) représentent 30 départements. Cela fait au moins dès maintenant 30 possibilités d'organisation ou de développement de notre activité, sur le terrain, en liaison avec nos collègues actifs car **le syndicalisme retraité-e-s n'est pas qu'une affaire de retraité-e-s !!**



Tout au long de nos discussions, si nous avons constaté que, sur de nombreux dossiers revendicatifs, le lien actifs/retraités est essentiel pour avancer, il est aussi indispensable si l'on examine la pyramide des âges des actuels syndiqué-e-s CGT.

Dans certains de nos syndicats, plus de 20% des adhérents sont susceptibles de faire valoir leurs droits à la retraite dans

NOTRE UFR... ÇA VA !

Avec 1791 syndiqué-e-s en 2012 contre 1507 en 2009, l'UFR Finances enregistre une progression de + 284 syndiqués soit +18,84% (les versements 2013 ne sont pas encore tous connus).

Ces chiffres sont le résultat d'une meilleure prise en compte de la continuité syndicale par les « actifs », du développement de notre activité revendicative (droits sociaux, fiscalité, liens avec l'interpro...) et d'une meilleure communication par la publication d'une presse spécifique « Vie Nouvelle Finances »

adressée à tous les syndiqués retraité-e-s ainsi qu'aux sections syndicales.

Des retraité-e-s syndiqué-e-s sont présent-e-s dans tous les départements mais quelquefois isolé-e-s. En accélérant la mise en place de collectifs, nous leur permettrons d'avoir une activité syndicale, une information, un lieu d'échange, un lien convivial, tout en maintenant leur appartenance à leur syndicat.



Alors que retenir de nos trois journées ?

Tout d'abord le large consensus qui s'est dégagé autour de l'ensemble des points développés, débattus et partagés, que nous soyons de « Bercy » ou de la myriade d'administrations du « semi-public » :

- Sur l'appréciation de la situation générale développée dans le rapport d'ouverture ainsi que sur le bilan présenté,
- Sur la protection sociale, les inquiétudes quant à la sécurité sociale et au devenir de nos mutuelles, sur l'ensemble des points rappelés par Hélène SALAUN au cours de la soirée sur le thème : « pour une prise en charge de la santé qui corresponde aux besoins d'aujourd'hui ». Parce que la vieillesse ne doit pas être synonyme de charge pour la société, mais bien d'une étape de la vie humaine !! Et de même qu'il est important de bien vivre et bien travailler, le « bien vieillir » ne relève pas seulement de la responsabilité individuelle, mais bien aussi de celle de la société.
- Consensus également sur les questions de pouvoir d'achat des retraites, sur les droits des retraités de la fonction publique (code des pensions).
- Intérêt particulier des participants à la conférence pour la question des droits sociaux (17 interventions) pourtant très hétérogènes et diversifiés si l'on tient compte des spécificités du secteur semi public. Le point commun cependant qui relie l'ensemble des secteurs, c'est que l'ensemble de ces droits sociaux ont toujours été le fruit des luttes !!

les deux ou trois prochaines années. C'est dire l'implication nécessaire des syndicats nationaux, tant sur les questions de renforcement, que sur celles de la continuité syndicale actifs retraitables/ retraité-e-s !

En ce sens, nous **devons franchir un cap organisationnel**, car si le lien professionnel revêt toujours pour nous retraité-e-s, une dimension importante, nos revendications sont en grande partie nationales et territoriales (logement, santé, transports...). C'est pourquoi nous devons améliorer **notre ancrage dans les territoires**, nos contacts avec les structures locales CGT et notre implication locale, en un mot : **nous mettre en capacité de s'organiser partout !**

Là où elle a été menée, notre campagne d'information et de pétitions sur la fiscalité, a été un bon exemple de ce que notre spécificité d'Union Fédérale des Retraité-e-s des Finances peut contribuer à apporter au mouvement syndical, mais aussi de la richesse du « faire ensemble », sur le terrain avec les Unions Locales ou les Unions Syndicales de Retraités départementales!



DES AXES DE TRAVAIL ET DES ENGAGEMENTS POUR « L'APRES GUIDEL »

L'objectif fixé par la conférence de Guidel : créer rapidement les conditions d'un renforcement qualitatif et quantitatif de l'UFR Finances.

Partout où les conditions sont réunies, rassemblons les retraité-e-s des Finances dans des structures appropriées pour développer une activité permettant de connaître leurs besoins, de définir avec eux leurs revendications et les moyens d'action pour gagner.

La 1ère conférence de Guidel s'est terminée par une adresse aux retraité-e-s des Finances (voir encadré) les appelant :

- à rester mobilisés et à participer activement à toutes les actions visant à améliorer leurs conditions de vie, à défendre leurs droits et à en conquérir de nouveaux.
- A s'inscrire dans la campagne pour une fiscalité au service de tous sur le thème « les retraité-e-s ne sont ni des nantis, ni des vaches à lait » !!

Pour conclure, la vigueur et la richesse des débats de cette 1ère rencontre nationale des retraité-e-s des Finances, le dynamisme des participants, leur conviction « qu'ensemble nous pouvons gagner », tout cela nous invite à concrétiser sans délai ces propositions d'organisation et d'actions. Nous comptons sur chacune, chacun d'entre vous !

Ensemble soyons conquérants, à la dimension des enjeux du moment et mobilisés pour faire de l'allongement de la durée de vie, un véritable progrès social pour tous !!

MERCI YVAN

Nous tenons à remercier affectueusement et chaleureusement notre Secrétaire Général Yvan Donnat qui a rendu possible cette conférence. Ce sont de sa part des années de débats, de travail de conviction, d'une volonté de tous les instants. Grand merci Yvan !!!



ONT PARTICIPÉ ACTIVEMENT À NOTRE CONFÉRENCE :

PATRICIA **TEJAS**, secrétaire générale de la Fédération des Finances CGT ; CHRISTINE **LÉVEILLÉ**, secrétaire nationale chargée de l'action sociale ; JEAN-LOUIS **CORVAISIER**, trésorier national ; Olivier **VADEBOUT**, secrétaire général adjoint du syndicat CGT DGFIP ; ALAIN **BRONBIN**, responsable du syndicat CGT Douanes ; CHRISTOPHE **RISSEL**, secrétaire de la section du Morbihan ; JACQUES **SANCHEZ**, secrétaire de l'UCR et président de LSR

La participation de ces camarades à nos débats témoigne de l'intérêt porté par nos structures au mouvement CGT Retraités. C'est un encouragement à poursuivre, c'est un gage d'efficacité...merci à eux.

DES NOUVELLES DU TERRAIN

RENCONTRE « RETRAITES-FUTURS RETRAITES » des Finances d'Ille et Vilaine

Le collectif Finances 35 a réuni près de 35 participants le 24 octobre, retraités et futurs retraités en présence de Jean Claude Hamelin pour l'USR, Arnaud Leroi (UD-Fédé), Jacqueline Letonturier pour LSR.

Cette rencontre intervenant un mois après la Conférence nationale de l'UFR à Guidel, les thèmes de celle-ci ont été repris et déclinés au plan territorial par les participants :

- Pouvoir d'achat et revendications des retraités
- Protection sociale : Sécurité sociale, mutualité, perte d'autonomie
- Action sociale : les services sociaux aux Finances (public et semi-public)
- L'outil syndical : organisation sur les territoires au plus près de retraités.

Bien entendu, la discussion a été très ouverte sur tous ces sujets, en y ajoutant le sujet brûlant de l'actualité du moment : la « pseudo-réforme » des retraites.

La nécessité de plus de justice fiscale, d'une vraie réforme de la fiscalité, promesse hollandaise non tenue parmi d'autres est apparue aussi très fortement.

La présidente de LSR a pu également présenter la vaste panoplie des activités de Loisirs et Solidarité des Retraités. A la suite, une camarade future retraitée et militante à INDECOSA-CGT présentait également l'organisation de consommateurs des adhérents CGT.

Le tout s'est déroulé dans une bonne ambiance surtout à 13 heures au moment de passer à table, l'occasion de se retrouver et de se remémorer quelques bons vieux souvenirs.

GUIDEL SUITES DANS LE LOT ET GARONNE

Alain Prampart, actif sensible à la continuité syndicale, a invité les retraités CGT du Lot-et-Garonne à une rencontre conviviale qui s'est déroulée le lundi 18 novembre 2013. Objectif : mieux se connaître, évoquer les questions abordées lors de la Conférence de Guidel, partager les expériences et lister les revendications. Participaient à cette réunion des camarades de la DGFIP, de la Banque de France et de l'UFR bien sûr.

Nous avons insisté sur l'augmentation du nombre des retraités qui constitue un enjeu démographique qui va bouleverser notre , mais aussi sur la force qu'ils représentent et qu'il va falloir organiser pour gagner sur leurs revendications : pouvoir d'achat, fiscalité, santé, transports, coût des maisons de retraite, réduction des Services publics...

La diffusion de la presse syndicale a été abordée afin que les retraités soient destinataires des informations (Vie Nouvelle Finances...)

Des élections importantes auront lieu en 2014 (territoriaux, hospitaliers et fonctionnaires de l'état).

Le congrès de l'Union Départementale du Lot-et-Garonne aura lieu à Agen au printemps 2014 et nous avons formulé le souhait de nous impliquer dans l'activité inter-pro. Les participants ont décidé de constituer un collectif de retraités et de pré-retraités en relation avec les actifs.





LES RETRAITES FRANCILIENS CONTINUENT LE COMBAT...

Les vacances, la rentrée, les fêtes de fin d'année... le temps passe, les problèmes demeurent et notre COLLECTIF ILE DE FRANCE rassemble ses forces pour les luttes à venir, avec optimisme et détermination... conforté par le succès de notre première conférence nationale à Guidel !

Réuni mercredi 11 décembre 2013 le collectif a décidé de participer :

- Au rassemblement le 18 décembre, jour où le texte sur les retraites revient à pour lecture définitive, devant l'Assemblée Nationale
- Le 6 février à la journée interprofessionnelle sur les salaires, l'emploi...
- Au rassemblement devant Bercy, décidé à Guidel et prévu dans le courant du 1er semestre 2014 des fonctionnaires des Finances pour imposer un contenu aux droits sociaux et revendiquer une place entière aux retraités dans les réunions des organismes sociaux CNAASS, CDASS...
- Le collectif décide d'appuyer la délégation (le rassemblement reposera majoritairement sur les retraités d'Ile de France) par des pétitions signées par tous ceux qui ne pourront pas être présents.
- Le collectif s'inscrit dans la campagne « cartes-pétitions » UCR-UFR sur le pouvoir d'achat des retraités avec un temps fort le 15 février.
- Pour permettre de déployer notre activité en direction de tous les retraités qui sont à la CGT, et les autres, le collectif met en place une « unité spéciale » composée de 5 camarades chargés de mettre à jour les listings et d'effectuer les diverses tâches d'organisation qui constituent la base indispensable d'un travail efficace.

MORBIHAN - LA CAMPAGNE DE PETITIONS « LES RETRAITES NE SONT NI DES NANTIS, NI DES VACHES A LAIT » CONTINUE !

Retraités : « Ni des nantis ni des vaches à lait »



Alain Guichard, secrétaire de l'union des retraités CGT du Morbihan, hier, devant l'hôtel des impôts. Des passants ont signé la pétition de la CGT.

Il s'est installé, hier, à l'entrée de l'hôtel des impôts. Alain Guichard, secrétaire général de l'union syndicale des retraités CGT du Morbihan, interpelle les usagers afin qu'ils signent une pétition.

Celle-ci prévient d'emblée : « Les retraités ne sont ni des nantis ni des vaches à lait. »

Le syndicat y rappelle « la suppression de la demi part en matière d'impôt sur le revenu pour de nombreux retraités vivant seuls, le gel du barème de l'impôt et le report

du 1^{er} janvier au 1^{er} avril de la revalorisation des pensions ». Il regrette que « le gouvernement n'ait pas remis en cause les mesures fiscales » prises durant le mandat de Nicolas Sarkozy. « Ce qui a conduit plusieurs milliers de retraités à devenir imposables. »

Pour la CGT, « les dernières mesures vont encore accroître les difficultés ». Dans cette pétition, le syndicat demande « au gouvernement et parlementaires de remettre en cause cet ensemble de mesures ».

Après GUIDEL ...

Le 15 novembre en PACA,

Chaleureusement accueillis par nos camarades de la section DGFIP du Var, les militants UFR de la Région se sont réunis à Ollioules. Fort du succès de la 1^{ère} conférence de l'UFR Finances, et dans le cadre du plan de travail décidé à Guidel un bureau est constitué dont la tâche première sera dès le début 2014 d'œuvrer au maillage territorial de l'activité. De concert avec les militants Finances et les USR des initiatives seront programmées pour le 1^{er} trimestre dans les départements inorganisés. Nous allons mettre à profit la campagne de remises des cartes.

DÉCLARATION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT

IGNOBLE !

Depuis plusieurs semaines, madame Christiane Taubira, Garde des Sceaux, est victime d'une campagne raciste innommable. Des propos nauséabonds sont déversés, créant une atmosphère sordide. Il n'est pas jusqu'au Haut Commissariat des Droits de l'Homme de l'ONU qui s'inquiète de cet avilissement de la démocratie dans le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Certes, la spirale du recul social a toujours été le terreau de l'extrême droite et du fascisme, mais rien, rien ne saurait justifier une telle campagne de haine, relayée complaisamment par certains média. Elle n'est pas sans rappeler des périodes sombres de notre histoire. Cela est intolérable.

La CGT-Retraités condamne de tels agissements. Attachée au progrès social, à la défense des libertés, à la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, contre toutes les tentatives de division des salariés et retraités, elle appelle ses adhérents et tous les retraités à s'unir pour lutter contre ce fléau.

Tout cela est trop concerté, depuis les manifestations contre le mariage pour tous, pour parler de dérapages. Il s'agit pour les auteurs, élus de droite et d'extrême droite de créer un climat de peur propice à toutes les manipulations de l'esprit.

Priver, par des amalgames nauséeux, des personnes de leur humanité, en raison de leur couleur de peau, leur dénier, au prétexte de faire de l'humour, leur appartenance à l'espèce humaine ne peut être toléré. C'est ce qui a justifié, il n'y a que quelques siècles dans notre pays, le recours à l'esclavagisme. C'est une insulte faite à toute la Nation.

Il est temps, grand temps de rappeler que le racisme n'est pas une opinion, mais un délit. Cette dérive n'a que trop duré. La gangrène gagne du terrain. Il faut que justice passe pour ces politiciens de droite et d'extrême droite et pour les journaux qui se prêtent à ce jeu pervers à des fins électoralistes.

Il est temps, grand temps pour tous les démocrates, les travailleurs, les retraités de se rassembler pour exiger que cessent de telles infamies.

Disons le haut et fort, unis et déterminés, le racisme ne passera pas !

A VOTRE SERVICE POUR VOUS AIDER

à gérer un problème juridique, un contentieux... ,

La Fédération CGT des Finances et son Union Fédérale des Retraité-e-s
mettent à votre disposition un secteur juridique.

Il est animé par Edith LOCQUET et Jean-Georges BELMONT en ce qui concerne BERCY,
et Jean-Paul GIRARD pour le semi public.

UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉ-E-S DES FINANCES CGT (UFR-FINANCES@CGT.FR)
263 rue de Paris - case 540 - MONTREUIL CEDEX

Avec



Vie nouvelle

www.ucr.cgt.fr/vienouvelle



GARDE
LE CAP